

Reprenons la rue le 16 juin 2020



SANTÉ, SERVICES PUBLICS, USAGERS:

même combat!

La Fonction publique de la Santé est indissociable de ses deux autres versants que sont l'état et la territoriale. Un même statut nous lie, une même ambition nous aiguille, nos revendications sont les mêmes. Au-delà de la santé, c'est l'ensemble des services publics qui sont attaqués, toujours dans la même logique de marchandisation de toutes les activités humaines.

Le mouvement de grève et de résistance des agent·e·s, et notamment celui de la Santé qui a débuté il y a plus d'un an, est une œuvre d'intérêt général. La catastrophe pandémique de la Covid19 a révélé au grand jour les conséquences de la destruction, par les politiques successives de ces dernières années, de notre système de santé et notre fonction publique.

Nous n'attendons rien de Macron et de son gouvernement, qui ne renoncent en rien à leurs plans de démantèlement des statuts, du droit du travail, de nos services publics pour le compte des profiteurs et des spéculateurs. Leurs promesses ne sont que mensonges et manipulations. Nous le savons tous, seul le rapport de force nous permettra d'imposer le respect de nos droits et de nos revendications.

- Pour affirmer notre total soutien au personnel des hôpitaux, au personnel des CMS, des EHPAD, à toutes celles et tous ceux qui se sont trouvé·e·s en première ligne.
- Pour le dégel immédiat du point d'indice pour toute la fonction publique et le rattrapage de ce qui nous a été confisqué depuis son instauration,
- Pour la revalorisation immédiate des grilles et carrières des fonctionnaires soignants et du personnel des établissements de soins et d'aide à la personne,
- Pour la revalorisation immédiate des grilles et carrières des filières de la propreté, du traitement des déchets, de l'aide à la personne, du médico-social...
- Pour l'abrogation de la loi de Transformation de la Fonction publique, condition nécessaire à la revalorisation et au renforcement du statut,
- Pour l'abrogation de l'ensemble des ordonnances prises durant l'état d'urgence et le confinement.